



Intervention CGT au congrès de l'EPSU

Le 6 juin 2019

En Europe, l'offensive contre les droits et les conditions de travail des salarié.e.s tant des secteurs publics que privé est massive. Cette offensive est double : contre les droits eux-mêmes, droits gagnés grâce à des luttes, des grèves, mais aussi contre les syndicalistes qui les défendent.

Les exemples de répression syndicale se multiplient. En France, le gouvernement du Président Macron, pour accélérer sa politique libérale, a fait monter en puissance des violences policières

La politique d'austérité en France se traduit par des fermetures d'hôpitaux, de maternités, d'écoles, de crèches, de lieux d'accueil des usagers, mais aussi par des suppressions de postes et des gels de salaire.

Ce sont les femmes qui, encore une fois, sont les premières victimes de cette politique, 63 % d'entre elles sont en situation de précarité dans la fonction publique !

Mais les appétits de ce président accélèrent la cadence et sont en perspective : la casse du statut de la Fonction publique, 120 000 suppressions d'emplois, l'augmentation de la précarisation (déjà 1,3 millions d'agents sur les 5 millions existants). Sont également visés les fondamentaux des missions de services publics. Toutes ces mesures régressives se font dans un contexte de dialogue social à minima, sans négociation, ce qui a donné lieu à un rejet total du projet de loi par toutes les organisations françaises.

Les gouvernements successifs et l'actuel en particulier, ont déjà organisé le démantèlement et l'affaiblissement du code du travail, des conventions collectives, des statuts des cheminots, postiers, électriciens et gaziers.

Une réelle lutte contre l'évasion fiscale, ainsi que, de plus fermes exigences en contre partie des aides apportées aux entreprises, permettraient de générer des moyens pour financer les besoins des Services Publics.

Pour toutes ces raisons, la CGT est fortement mobilisée contre le nouveau projet de loi dite Fonction Publique, à ce titre nous en appelons au soutien de ce congrès.

Nous partageons et portons les orientations proposées par l'EPSU, notamment sur la justice fiscale, le financement pérenne des services publics en Europe, la création d'un pôle financier public, le développement des lieux d'intervention et de décision par les usagers et les syndicats.

La CGT poursuivra sa lutte pour gagner un socle commun de droits en faveur de tous les travailleurs en Europe qui contribuera à améliorer leurs conditions de travail et de vie en tirant vers le haut leurs droits.

Merci pour votre écoute, vive le congrès de l'EPSU, vivent les travailleuses et travailleurs d'Europe.